



Vendredi 25 septembre 2020

CRISE SANITAIRE : LE GRAND ÉCART DU GOUVERNEMENT

Depuis la sortie du confinement, au mois de mai, le gouvernement gère la crise sanitaire par le seul prisme économique. L'absence de cohérence, les décisions en réaction aux données hebdomadaires, la contradiction majeure entre les mesures générales et le traitement particulier du système scolaire font perdre toute crédibilité à ce gouvernement si fier de son amateurisme.

Services publics démolis

Le service public de la santé est exsangue, victime des politiques néolibérales continues. Le Ségur de la Santé n'y change rien :

- il manque toujours des lits
- il manque toujours des équipements de protection et du matériel de soin
- il manque toujours des personnels

Après la « première vague » du coronavirus, rien de tout cela n'a été résolu, parce que le monde d'après, plus solidaire, plus juste, et qu'on allait construire « quoi qu'il en coûte » n'entre pas dans le logiciel capitaliste de Macron. Nous n'avons toujours pas les moyens de traiter un afflux massif de malades.

Des mesures incohérentes et contradictoires

La relance économique, c'est l'unique ambition de Macron et de son gouvernement. **D'un côté on trouve des mesures générales durcies pour tous les compartiments de notre vie :**

- vie sociale (fermeture de bars, restaurants, rassemblements réduits dans l'espace public...)
- vie culturelle (abaissement des jauges pour les grands événements et rassemblements...)
- vie sportive (fermeture des salles de sport, des gymnases, des salles polyvalentes...)
- vie familiale (visites dans les EHPAD réduites)

Mais de l'autre côté (« en même temps » comme dirait l'autre), des allègements et des exceptions pour le travail et l'école :

- fin de la distanciation à l'école
- allègement (encore) du protocole sanitaire
- recherche des cas contacts différente à l'école que dans l'ensemble de la société
- isolement allégé de 14 à 7 jours
- les limites de rassemblements en lieux clos ne s'appliquent pas aux réunions d'entreprises ni dans les écoles et établissements

Colère de la profession

L'exécutif songe à l'immunité collective sans l'assumer, parle d'[acceptabilité sociale](#) sans expliquer ce qu'il entend par là, et attribue la reprise épidémique au relâchement individuel des citoyen-nes. Le gouvernement prétend que les contaminations se font essentiellement dans le cercle privé familial et festif, alors que 32 % des clusters en cours d'investigation se trouvent en milieu scolaire et 22 % dans les entreprises ([p 14 & 15 du point détaillé de Santé Publique France](#))...

Le personnel de l'Éducation Nationale exige la protection due par son employeur, et la cohérence dans les mesures prises pour protéger la santé des un-es et des autres.

Le virus, à l'image du nuage radioactif de Tchernobyl, ne s'arrête pas à la porte des écoles et établissements. Et [Jean-Michel Blanquer ment](#) lorsqu'il dit qu'à l'école « *il y a évidemment des personnes pour s'occuper du fait que les enfants respectent les gestes barrières* ».

Les allègements successifs du protocole sanitaire ont mis fin aux sens de circulation, à la distanciation sociale dans les écoles et établissements.

Non, il n'y a pas de personnel dédié à la mise en œuvre des gestes barrière.

Non, la distanciation n'est pas possible.

Non, on ne peut pas procéder aux lavages réguliers des mains de centaines d'élèves plusieurs fois par jour, faute d'un nombre suffisant de sanitaires.

Si le gouvernement veut que l'école reste ouverte, quoi qu'il en coûte, pour tenir son rôle de « garderie du MEDEF », alors le personnel doit être protégé :

- par une réduction des effectifs des classes afin d'assurer la distanciation
- par une recherche de locaux supplémentaires
- par le recrutement urgent de personnel supplémentaire pour prendre en charge les nouveaux groupes constitués
- par la mise en sécurité des personnels vulnérables
- par la distribution massive de masques chirurgicaux, plus protecteurs que les masques en tissu

SUD éducation demande un [plan d'urgence pour l'éducation](#) depuis des mois. Le gouvernement fait l'autruche en espérant que les personnels encaisseront ce coup porté à leur santé, après les multiples attaques sur leurs salaires et traitements.